

COLLECTIF

SOLIDARITE

GUATEMALA

67 RUE DU TEATRE
75015 PARIS

N 13
DECEMBRE 81

5F



Le Guatemala aujourd'hui



40P.12325

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala rentre dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "Solidarité Guatemala", vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement, ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.



10 numéros 50 F.
Abonnement de soutien.. 70 F. ou
Plus

chèques à l'ordre de:

Collectif Guatemala

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne et je paye F

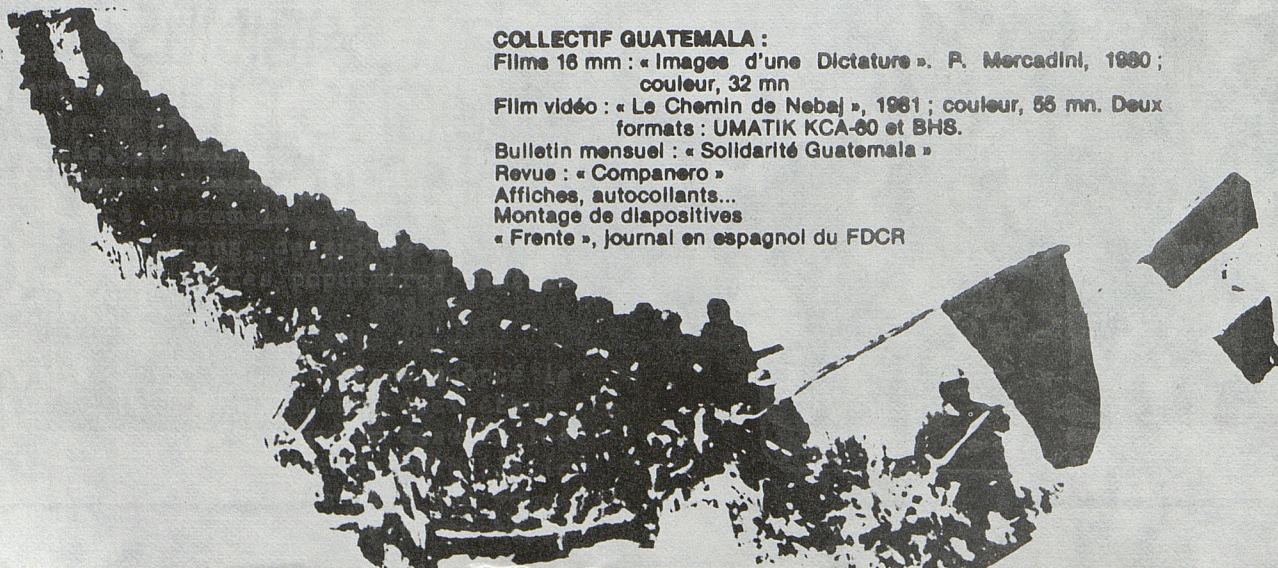
Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.
OUI NON

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.

Jour de réunion: tous les jeudis, à partir de 20 h.
à l'adresse du Collectif.

MATÉRIEL DISPONIBLE

- COLLECTIF GUATEMALA :
- Films 16 mm : « Images d'une Dictature », P. Mercadini, 1980 ; couleur, 32 mn
- Film vidéo : « Le Chemin de Nebaj », 1981 ; couleur, 55 mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.
- Bulletin mensuel : « Solidarité Guatemala »
- Revue : « Companero »
- Affiches, autocollants...
- Montage de diapositives
- « Frente », journal en espagnol du FDCR



Les élections

La prochaine farce électorale, quand même appelée "élections nationales", aura lieu en mars 1982.

Il y a maintenant quatre candidats sûrs. La "Grande Alliance" entre les deux partis au pouvoir (le PID, Parti Institutionnel Démocratique, et le Parti Révolutionnaire) et le récent Front d'Unité National (FUN), a sélectionné l'actuel ministre de la défense, le général Anibal Guevara pour être son candidat. Cette alliance s'appellera Front Démocratique Populaire (FDP). Guevara a donné sa démission en tant que militaire pour pouvoir se présenter en tant que "civil"!

Les autres candidats sont Mario Sandoval Alarcon pour le Mouvement de Libération National (MLN) d'extrême droite, et Gustavo Anzueto Vielman pour la Centrale Authentique National (CAN) de l'ancien président Arana ("J'ai tué plus de gens que le tremblement de terre"). Le moins extrême des candidats est Alejandro Maldonado Aguirre pour le Parti de Reconstruction National (PRN).

Deux autres partis devraient présenter leur candidat: les centristes de la Démocratie Chrétienne (DC) et les Sociaux Démocrates du Front Uni de la Révolution (FUR).

D'après les sondages menés par le quotidien *Prensa Libre*, Maldonado est favori avec 58%, ensuite viennent Vielman 27% et Mario (ex-vice-président de Kjell Laugerud) avec 13%.

Cependant, il y a peu de doutes que Guevara en tant que favori des militaires gagnera les élections. Effet, les élections guatémaltèques sont un modèle du genre en ce qui concerne la fraude et l'intimidation. Le peuple guatémaltèque a répondu de façon claire à ces manipulations en s'abstenant de prendre part à cette farce qui n'est qu'une façade pour l'extérieur pour les U.S.A. en particulier. Au fur et à mesure des élections, le pourcentage des abstentions augmente (voir diagramme ci-dessous).

Il est parfois question de voir se former une "Grande Alliance Populaire" entre la "Grande Alliance" (PR/PID/FUN) et le PNF, et même peut-être la DC et le FUR. Ceci permettrait aux U.S.A. de présenter le

Guatemala comme un pays démocratique, et pourrait ouvrir la porte à une importante aide financière, matérielle et militaire.

Les organisations populaires et révolutionnaires du Guatemala font pression sur la DC et le FUR pour qu'ils ne donnent pas leur caution à la farce électorale en y participant. Leur participation serait un coup dur pour les forces progressistes du pays.



Guatemala: Electoral Results, 1945-1978

Année	Votants Enregistrés	Votes Emis	Abstentions en %	Le Gagnant % de votants enregistrés
1945	310.000	296.000	4.5	82.5
1951	583.000	407.500	31.1	45.7
1958	736.400	492.300	33.1	25.9
1966	944.200	531.300	43.7	22.2
1970	1.190.500	640.700	46.2	21.2
1974	1.568.700	727.200	53.6	19.1
1978	1.785.600	652.100	63.5	14.7

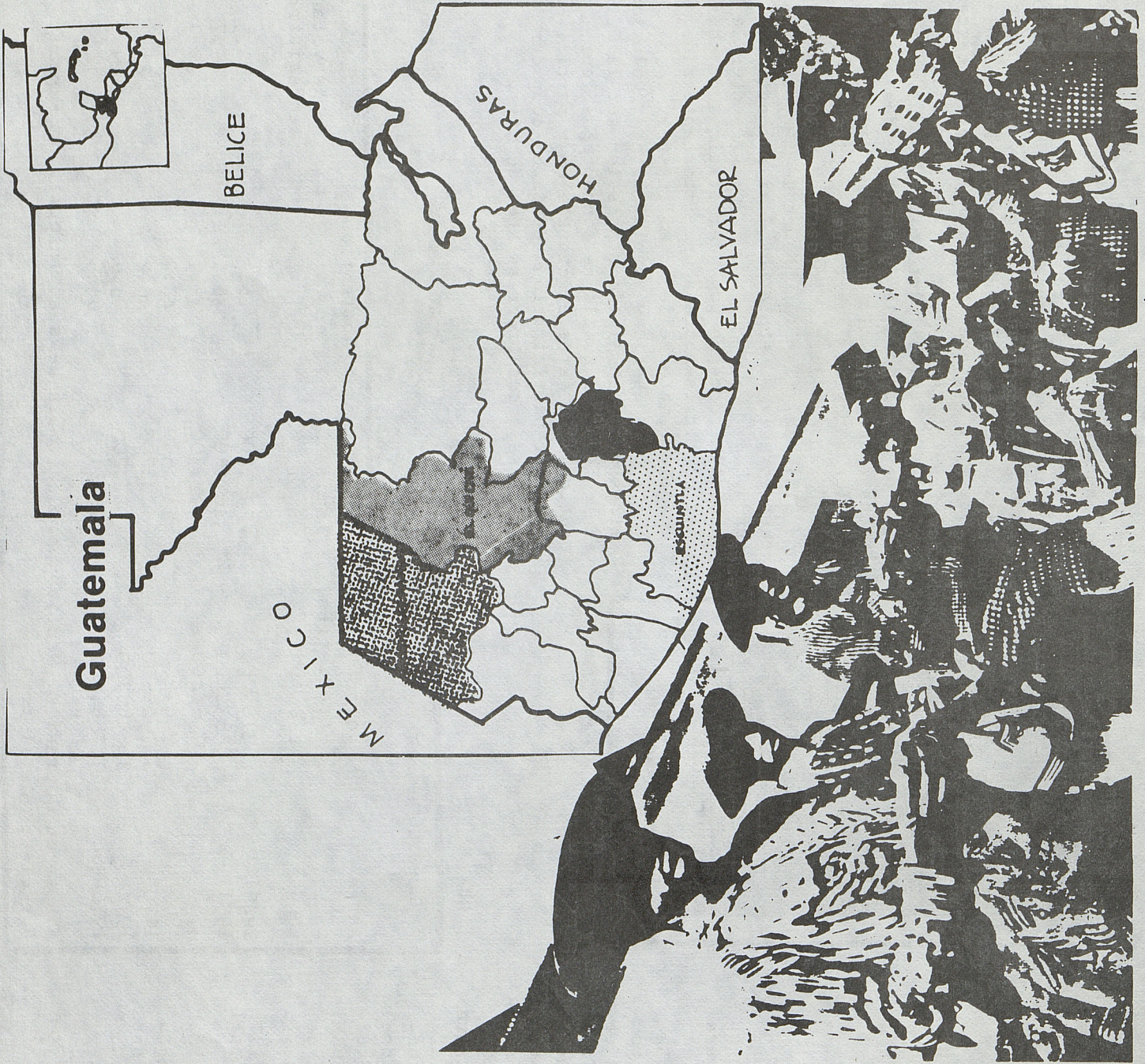
adapté du Journal El Grafico par Guatemala News et Information Bureau Berkeley, California.

Au Nord du Pays, au Coeur de la Lutte:

El Quiché

Le Quiché est l'un des départements du Guatemala de plus forte population indienne: environ 80 % des 250 000 habitants qui l'occupent appartiennent aux ethnies aguacateca, ixil, quiché et uspantan. Son économie repose sur l'agriculture d'auto-suffisance (maïs, haricot noir, pommes de terre et ail). Il existe toutefois quelques pôles de développement industriel, tel celui de la centrale hydro-électrique de Chixoy. Le tourisme a fait de Chicastenango l'un des principaux lieux d'attraction du pays.

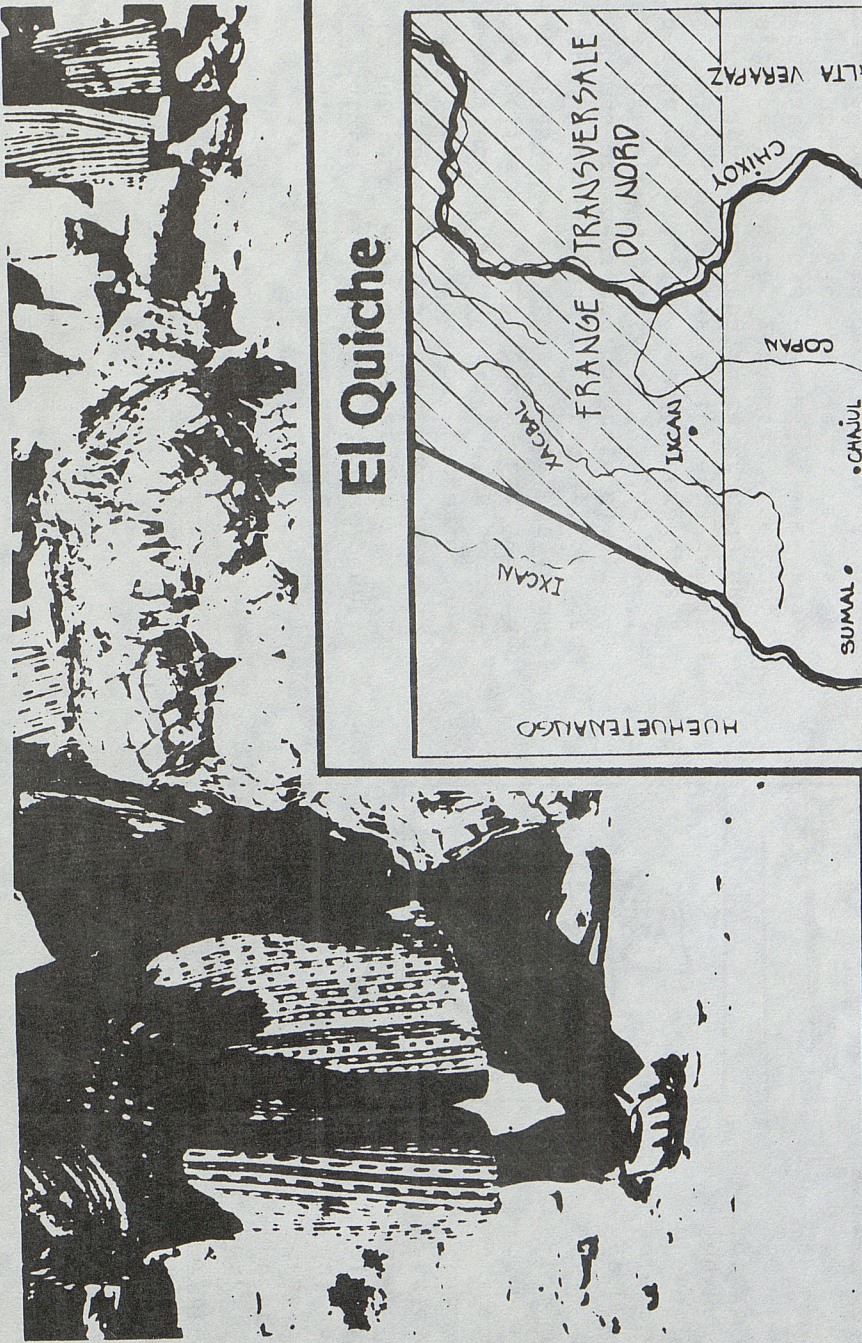
La plupart des agriculteurs du Quiché sont des petits propriétaires, souvent endettés en raison de l'exiguïté de leurs parcelles. Aussi, ce département constitue-t-il un important fournisseur de main-d'oeuvre saisonnière (estimée à 300 mille travailleurs par an dans tout le pays), affectée aux latifundias de la côte pacifique (café, canne à sucre et coton). Ces migrations interrégionales apportent aux minifundistes un appoint salarial dérisoire --20 dollars pour toute une saison--, les déplacements sont dange-reux, les conditions de travail insalubres pour les paysans qui retournent souvent malades chez eux. La concentration des terres --au préjudice des communautés



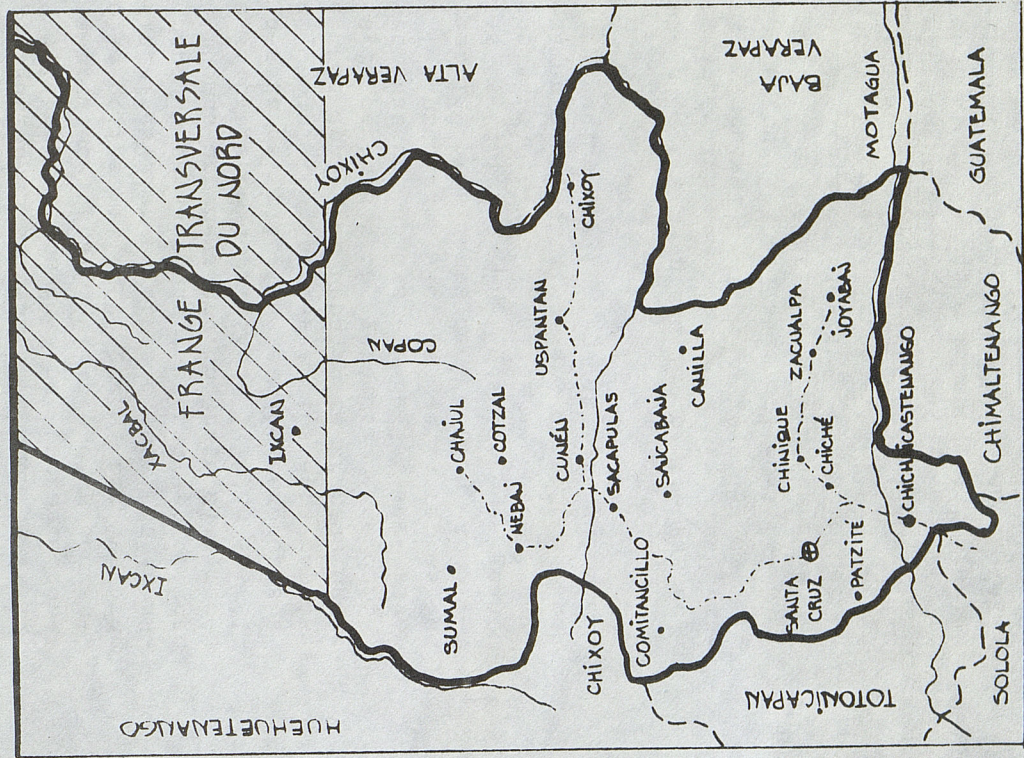
indiennes-- s'initia au début du XXème. siècle au nord du pays, dans une zone de basse altitude située entre les fleuves Ixcán et Chixoy. Le gouvernement y encouragea en 1960 l'établissement de coopératives agricoles pionnières, dans le dessein de faire de cette région le grenier du pays. Mais une décennie plus tard, on découvrit que son sous-sol recelait d'importants gisements pétroliers. La convoitise des officiers de l'armée --ainsi que des multi-nationales-- donna lieu à une prompt dissolution des coopératives (les paysans expropriés en furent réduits à grossir les rangs d'une main-d'oeuvre à la disposition des propriétaires terriens). C'est ainsi que les projets gouvernementaux firent naître la "frange transversale du nord" dont cette région du Quiché fait partie, conjointement avec les départements d'Alta Verapaz, Izabal et Huehuetenango.



Superficie	8 378 Km ²	Mortalité	22 ‰
Population (1970)...	242 758 Hbs.	Indiens.....	9 ‰
Indiens.....	80 %	Ladinos.....	
Ladinos.....	20 %	Analphabetisme	
Rurale.....	85,2 %	Indiens.....	93 %
Urbaine.....	14,8 %	Ladinos.....	60 %
Natalité		Langues	
Indiens.....	60 ‰	Aguacateco	
Ladinos.....	37 ‰	Espagnol	
		Ixil	
		Quiché	
		Uspanteco	



El Quiche

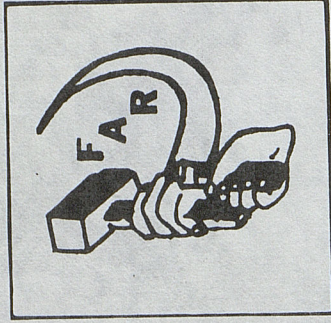


(LE QUICHÉ)

CHRONIQUE D'UNE GUERRE PERMANENTE

En 1972, la première colonne guerrillère de l'E.G.P. (Armée Guerillère des Pauvres) pénètre dans le Quiché où elle entreprend un travail d'organisation au sein de la communauté Ixil. En 1973, la population de Nebaj proteste contre la présence dans le village d'un commando de la police militaire envoyé par les grands propriétaires. L'armée riposte aussitôt en assassinant 35 paysans des coopératives d'Ixcan, Santo Thomas et Mayaland. En outre, elle renforce sa présence à partir de 1976 en installant des bases militaires et des aéroports à Cotzal, Chajul (bombardées à plusieurs reprises cette même année) et Nebaj. Elle procède également à la perquisition systématique des domiciles et instaure un système de laisser-passer. Parmi les premières victimes de la répression figurent les présidents de l'Action Catholique, les catéchistes ainsi que les enseignants. La population se trouve alors en butte à une répression permanente, ce qui accroît davantage l'incorporation des indiens dans la guérilla.

Alors que cette dernière intensifie ses actions, la répression s'étend en 1977 à Uspantán et Sacapulas. En 1978 et 1979, l'EGP réagit dans tous les villages et localités de la zone Ixil, des opérations de propagande en langue vernaculaire, destinées à renforcer l'organisation des villageois. En 1979, en réponse à l'occupation de Nebaj par l'EGP, l'armée massacre un millier d'hommes. La répression cède alors le pas à la guerre d'intervention spéciale. On sait de quelle façon tragique que s'est terminée le 31 Janvier 1980 l'occu-



pation pacifique de l'ambassade d'Espagne, par une délégation d'indiens ixiles du CUC qui entendaient dénoncer le massacre de 150 paysans à Cotzal. En juillet 80, l'assassinat de deux prêtres (José María Gran et Faustino Villanueva), ainsi que l'attentat manqué contre Mgr. Gerardi, provoque la fermeture de tout le diocèse dont les religieux se trouvent aujourd'hui en exil. La présence massive de la population indienne au sein de la guérilla a permis à cette dernière de réaliser, ces dernières années, des progrès considérables. En témoigne l'occupation de Chichicastenango par 500 guérilleros en juillet 1981. Une opération de la même envergure s'est également déroulée à Sta. Cruz del Quiché.

Pour sa part, faisant preuve d'une capacité de mobilisation accrue, la population civile s'emploie à mettre en place un système d'auto-défense, et ceci de sa propre initiative ou par l'intermédiaire d'organisations syndicales, dont le CUC --Comité d'Unité Paysanne, centrale regroupant les syndicats des paysans.



Une nouvelle forme de torture :

LA TORTURE PSYCHOLOGIQUE

Le 9 Juillet 1981, un prêtre Jésuite, le père Luis Eduardo Pellecer est enlevé par l'armée dans la capitale. Depuis quelques années, le père Luis Eduardo Pellecer s'était résolument engagé aux côtés du peuple guatémaltèque. Ex-directeur de la revue œcuménique d'opposition "Dialogo", il avait participé à l'organisation des habitants des bidonvilles ("Los Barrancos").

On comptait le père Luis Eduardo Pellecer déjà parmi les douze prêtres exécutés ces dernières années, lorsque quatre mois après sa disparition, il est montré à la télévision dans le cadre d'une "conférence de presse" prétendument donnée à son initiative. Laisant voir, par l'incohérence de son allocution ainsi qu'une nervosité suspecte, qu'il ne se trouve pas dans son état normal, le père Luis Eduardo Pellecer se repent d'avoir collaboré avec la guérilla et prétend s'être rendu de son gré aux autorités. Il n'y a pas lieu de douter que cette mascarade ait été préparé par de longues heures de torture psychologique infligées au prêtre jésuite durant sa séquestration. Ce n'est donc pas par hasard qu'une personnalité officielle déclarait en Août 81 que le gouvernement se montrait implacable avec les religieux proches des organisations populaires ou révolutionnaires. La répression du clergé au Guatemala n'est d'ailleurs pas un fait nouveau. Cependant, cet événement a provoqué de vives réactions au sein de l'église guatémaltèque en général, et la province jésuite d'Amérique Central a aussitôt dénoncé l'ignominieux traitement dont l'un de ses membres a été victime.

Or, il importe de rappeler qu'un procédé de ce type entre dans le cadre d'une politique de répression nouvellement instaurée par le gouvernement, qui consiste à "faire" des prisonniers politiques manipulables à des fins propagandistes, en vue des élections prochaines de Mars 82. La seconde victime est José Us, enlevé le 5 Juin 1981 et montré suivant le même scénario à la télévision au mois d'Octobre.

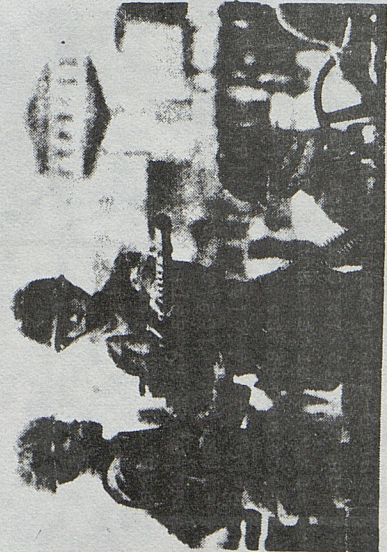
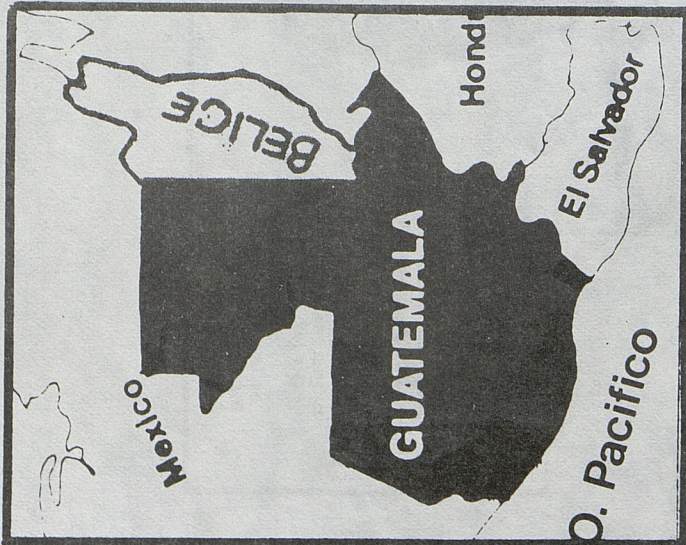
1) José Us: Dirigeant du CUC (Comité d'Unité Paysanne).

● EL SACERDOTE jesuita Luis Eduardo Pellecer, quien se confesó ex-miembro del E.G.P. ofreció ayer declaraciones a El Grafico, en un lugar reservado. Durante una hora se sometió a la entrevista de los reporteros y anunció el inicio de una "ofensiva de paz" (foto de Wladimiro Castillo)



7ème ETAT DE L'AMERIQUE CENTRALE.

BELIZE



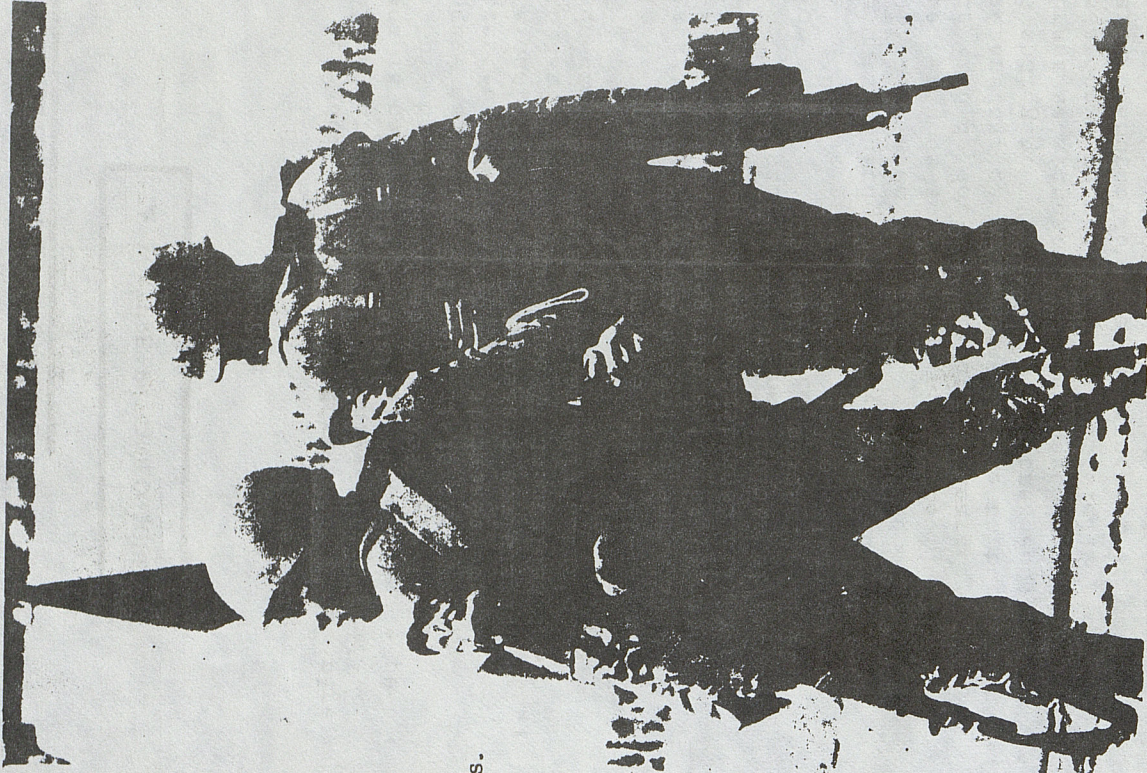
Le 21 septembre 1981, l'indépendance est officiellement donnée par la Grande-Bretagne à Belize. Celui-ci devient la septième nation de l'Amérique Centrale. Elle est reconnue par tous les autres pays de la région, sauf le Guatemala qui la revendique comme partie intégrante de son territoire naturel.

Doté d'une population de 145 000 habitants dans un territoire équivalent à celui du Salvador, Belize est marqué par la pauvreté et le sous-développement, héritage de 130 années de tutelle britannique colonialiste. Le chômage à la ville de Belize affecte 20% de la population active. Le PNB en 1978 était de 114\$ et le sucre, à lui seul, représentait 70% des exportations. 3,3% des propriétaires possèdent 94% des terres fertiles, dont seulement 7% sont cultivées. Il y a très peu d'industries, mais on espère la découverte de pétrole.

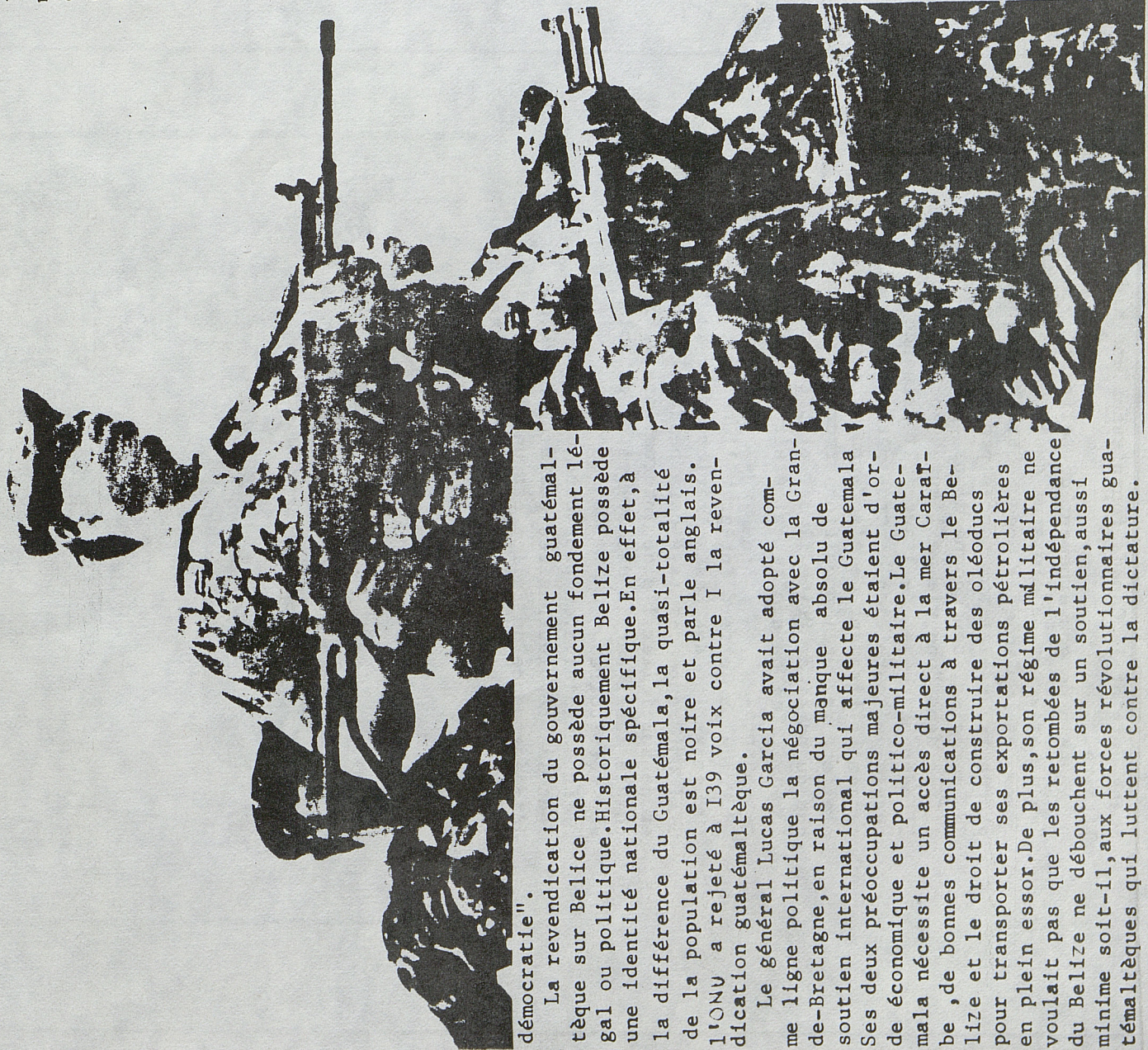
Malgré son faible poids économique, politique et militaire (l'armée belicéenne comprend entre 500 et 700 hommes), tous les dirigeants politiques de la région considèrent que la naissance de la nouvelle nation est un fait important au regard de la situation politique et sociale en Amérique Centrale. De fait, tous les courants idéologiques de la région étaient représentés aux cérémonies de l'indépendance. De Cuba, Nicaragua et Grenade révolutionnaires, aux régimes militaires répressifs comme le Salvador, en passant par les régimes "modérés" ou "démocratiques" comme Jamaïque et Costa Rica. Les Etats-Unis ont envoyés le secrétaire pour les affaires inter-américaines, Thomas Enders.



La gauche centro-américaine et caraïbe voit d'un oeil favorable tout nouvel espace démocratique qui contribue à lutter contre l'impérialisme et les régimes répressifs, même s'il ne s'agit que d'une neutralité diplomatique ou d'un refuge humanitaire. La gauche guatémaltèque est particulièrement concernée. Les quatre groupes révolutionnaires du Guatemala soutiennent le droit à l'auto-détermination de Belize. Une



colonne guerillière des FAR a occupé le parc national historique de Tikal, au nord du Guatemala, le 19 septembre, pour organiser un meeting en solidarité avec Belize. Les Forces Armées Rebelles déclaraient le 1er octobre 1981: "Nous reconnaissons ce droit (à l'auto-détermination) et nous proclamons que ses aspirations sont une partie intégrante de la lutte des peuples centro-américains pour la réalisation de la



démocratie".
La revendication du gouvernement guatémaltèque sur Belice ne possède aucun fondement légal ou politique. Historiquement Belize possède une identité nationale spécifique. En effet, à la différence du Guatemala, la quasi-totalité de la population est noire et parle anglais. L'ONU a rejeté à 139 voix contre 1 la revendication guatémaltèque.

Le général Lucas Garcia avait adopté comme ligne politique la négociation avec la Grande-Bretagne, en raison du manque absolu de soutien international qui affecte le Guatemala. Ses deux préoccupations majeures étaient d'ordre économique et politico-militaire. Le Guatemala nécessite un accès direct à la mer Caraïbe, de bonnes communications à travers le Belize et le droit de construire des oléoducs pour transporter ses exportations pétrolières en plein essor. De plus, son régime militaire ne voulait pas que les retombées de l'indépendance du Belize ne débouchent sur un soutien, aussi minime soit-il, aux forces révolutionnaires guatémaltèques qui luttent contre la dictature.

En mars 1981, il semblait qu'une "entente" en 16 points existait entre les trois pays. Guatemala, Belice et Grande-Bretagne, en vue d'un accord susceptible de satisfaire aux deux "préoccupations" des militaires guatémaltèques, à condition qu'ils renonceraient à leur menace concernant l'annexion de Belize. Néanmoins les négociations postérieures ont échouées à propos du point 2 qui prévoyait l'utilisation de deux flots beliziens par les guatémaltèques. Ces derniers exigeaient, en effet, de pouvoir installer une base navale. Pour sortir de l'impasse, la Grande-Bretagne, désireuse de se débarrasser d'une dépense de 25 millions de livres par an pour le maintien de ses 1900 soldats, a considéré que le Guatemala n'était pas capable d'accomplir ses menaces d'invasion. La raison en est que la dictature militaire doit affronter une guerre révolutionnaire rampante sur son propre territoire.

La réaction de la droite guatémaltèque n'est pas homogène. Les secteurs d'extrême-droite ont essayé de hausser le ton. Le candidat présidentiel du MLN (Mouvement de Libération Nationale, anti-communiste), Mario Sandoval Alarcon, organisa une manifestation de mille personnes dans la capitale, où les effigies de la reine Elisabeth et du leader bélizéen Georges Price furent brûlées. De son côté, Lucas Garcia a du reconnaître l'isolement international et surtout l'opposition des Etats-Unis à ses menaces. Mais, dans une campagne idéologique, le candidat officiel aux élections de 1982, le général A. Guevara, a déclaré que Price "ira vers le communisme", et il s'est proposé comme volontaire militaire pour le rétablissement de "l'intégrité nationale".

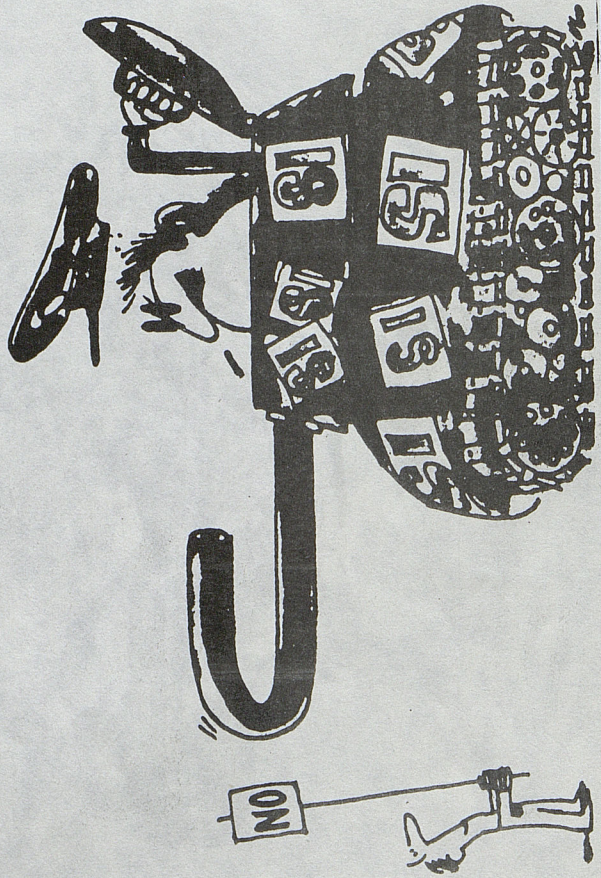
Tant que Belice n'apportera pas son soutien aux révolutionnaires guatémaltèques, une invasion militaire de la part du Guatemala est exclue. Néanmoins, comme garantie pour l'impérialisme, les troupes anglaises ne vont pas se retirer dans l'immédiat. Les Américains s'opposent au départ précipité des contingents britanniques et cherchent à les remplacer soit par leurs troupes soit par celles des pays "amis". Entre temps, les

Etats-Unis et le Canada fournissent une aide militaire.

Au sein du gouvernement de Belice, il y a des divergences. Le ministre de la Santé, Assad Shoman et le Gardes Sceaux, Said Musa, sont plutôt favorables aux forces progressistes de la région. Etant donné d'une part, les espoirs diffus dans "une vie meilleure" suscités par l'indépendance, et de l'autre, l'influence générale du tourbillon centro-américain, ces divergences risquent de s'accroître. Pourtant, il n'existe pas une opposition structurée à gauche du parti de Price. Il est plutôt menacé par l'opposition de droite qui était contre l'indépendance.

Price projette d'intégrer l'ONU et l'OEA (Organisation des Etats Américains) et le CARICOM (Groupe des pays caraïbes anglophones) et de solliciter l'aide internationale. Il compte aussi sur la découverte de pétrole sur son territoire.

En définitive, on peut conclure, comme le font les révolutionnaires guatémaltèques, que l'indépendance du Belice est un élément qui leur est, dans une certaine mesure, favorable.



GUATEMALA

Baisse des réserves monétaires

Selon une récente estimation privée les réserves monétaires du Guatemala ne seront plus que de 250 mio US\$ à la fin de cette année, alors qu'elles se chiffraient encore à 550 mio à fin 1980, soit l'équivalent de trois mois d'importations.

Les milieux officiels admettent que les réserves ont baissé dans la première moitié de 1981. Elles se montaient à \$ 490 mio à fin mai, et durant le mois de juin elles auraient encore diminué de 50 mio, suite à la baisse des revenus provenant de l'exportation du café, du nickel, du tourisme, de la réduction des crédits étrangers et de la fuite des capitaux.

Dans une déclaration faite à la presse le 20 juillet, le Ministre des finances a insisté surtout sur le fait qu'en 1979 le nickel avait rapporté \$ 27 mio de recettes d'exportation et 59 mio en 1980. Or en 1981 aucune exportation de ce métal n'a été effectuée et c'est là la cause principale de la baisse des réserves. Même phénomène pour le café dont les recettes d'exportation furent de \$ 462 mio en 1980 et de 432 mio en 1979. Cette année, on s'attend à une forte diminution de ces recettes vu la chute des cours sur le marché international. En matière de tourisme, l'année 1980 avait vu les revenus de cette branche passer à \$ 61,1 mio soit 20 mio de moins qu'en 1979. Pour la première moitié de 1981, la baisse atteint déjà 15 mio par rapport à 1980.

Pour maintenir le niveau des réserves, le Ministre préconise de stimuler la production nationale. Réduire les importations ne serait d'aucun secours, la majorité d'entre elles étant indispensables au maintien du niveau de vie actuel et au développement économique du pays. Relever le prix de l'or comme on l'a proposé ne ferait qu'augmenter la valeur comptable des réserves sans que cela renforce la capacité de paiement du pays vis-à-vis de l'extérieur ou n'améliore son image financière. Le Guatemala sollicitera prochainement de nouveaux prêts auprès du FMI et de la BID. Quant au secteur bancaire national, il est invité à s'approvisionner sur le marché international en dépit des cours élevés actuellement en vigueur.

En bref...

LA REPRESSION

La repression gouvernementale et des bandes para-militaires s'est accrue au Guatemala durant la semaine dernière. Principalement dans les zones indigènes où ont eu lieu des avancées d'organisation populaire.

Sept paysans indigènes ont été assassinés dans une rue de la localité de San Malpa, dans le département de Chimaltenango. Selon les rapports d'une station guatémaltèque, les para-militaires vêtus de costume vert olive utilisés par l'armée, ont tiré une balle à la tête de chacun des paysans. De nombreuses familles ont abandonné les lieux et sont partis dans d'autres agglomérations à la recherche de plus de sécurité.

Par ailleurs, en différents endroits des départements de Retalhuleu et Suchitepequez, on a trouvé plus de 17 cadavres, non identifiés, portant des traces de torture et d'étranglement.

Dans le département de Izabal, juridiction de Morales, 10 personnes ont été enlevé par des bandes de para-militaires qui sont arrivées chez eux, les ont fait sortir et les ont introduit à bord d'une camionnette. Le 5 novembre, les cadavres de 10 hommes sont apparus tous criblés de balles au kilomètre 227 de la route qui conduit de San Cristobal Verapaz à San Miguel Uspatan, dans le département d'El Quiché.



L'université autonome de San Carlos (USAC) de Guatemala continue de connaître un climat d'insécurité après l'exécution jeudi dernier, par des hommes opérant d'une voiture, de l'employé Demetrius Fuentes Guzman à l'entree de l'université. Deux de ses amis, Israel Valle Rodriguez et Gabriel Guzman Morales, furent blessés lors de l'attaque.

Tous trois appartenaient au syndicat des Travailleurs de la USAC dont ils étaient dirigeants. Ils avaient signalé avoir reçu des menaces de groupes d'extrême droite partis sans du recteur Dary.

Pour sa part, le recteur a accusé un groupe de l'organisation de gauche "Asociation Estudiantine Oliverio Castañeda" d'avoir ré-

alisé un meeting dans les installations même de l'USAC, afin de protester contre la séquestration d'un autre travailleur de l'université, le bachelier M. Rodas, qui était également étudiant à l'école des ingénieurs et dirigeant de l'Association des Etudiants Universitaires (AEU) "Oliverio Castañeda de Leon".



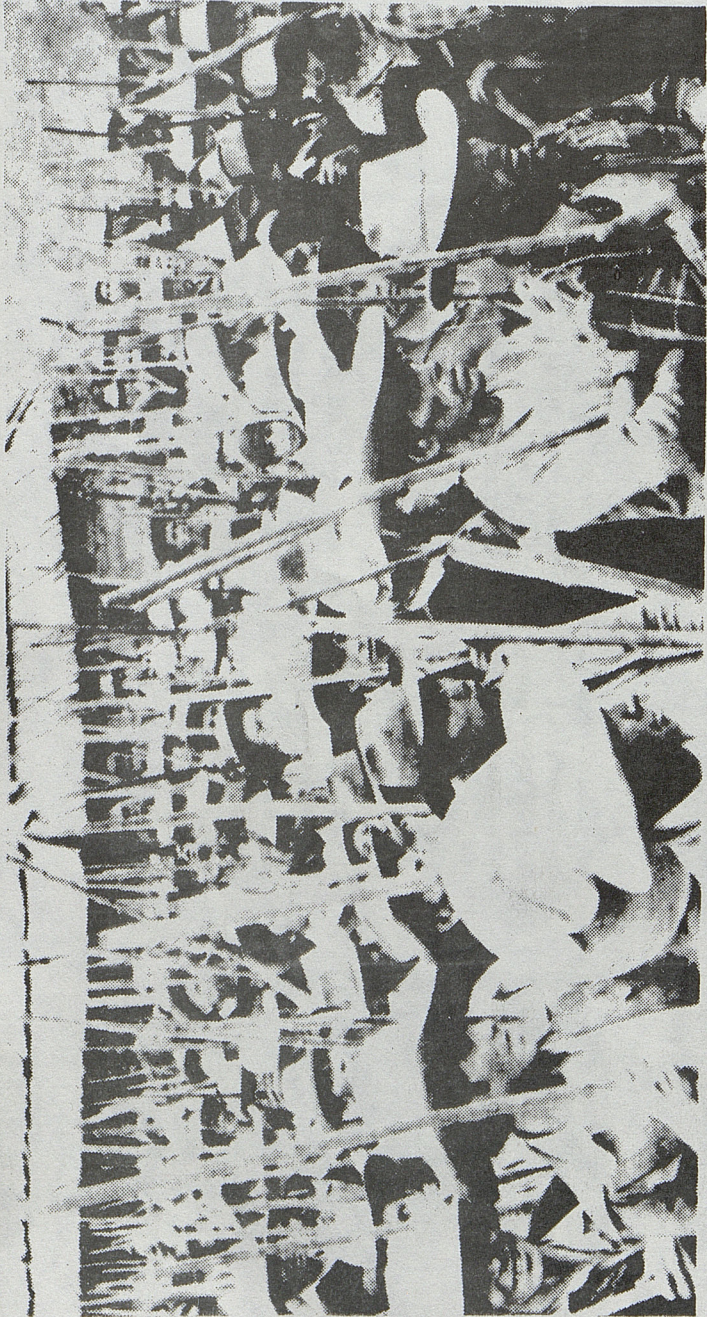
.....ET LA LUTTE



L'armée guérillère des pauvres (E.G.P.) a déclaré avoir causé 80 pertes à l'armée nationale au cours du mois d'octobre 1981.

L'E.G.P. a également confirmé être l'auteur des attaques lancées il y a douze jours contre trois capitales régionales; Solola, Mazatenango (à l'ouest) et Escuintla dans le sud. L'E.G.P. a, d'autre part, révélé avoir réalisé une vingtaine d'opérations consistant à occuper des villages ou à attaquer des détachements militaires.





Solidarité avec le

GUATEMALA

La lutte du peuple guatémaltèque est entrée dans une phase extrêmement importante pour le cours de la révolution centre-américaine. Aujourd'hui la possibilité d'une victoire populaire n'est plus du tout un rêve lointain. Bien au contraire, la force du mouvement populaire et l'intensité des actions menées par l'ensemble des organisations révolutionnaires, nous montrent clairement que le moment des confrontations décisives est plus proche que ce que l'on croit: la révolution guatémaltèque se prépare actuellement à franchir un nouveau seuil dans la lutte contre la dictature et l'impérialisme nord-américain. Ce que, d'ailleurs, ceux-ci n'ignorent nullement.

En effet, le général Lucas tente, par tous les moyens, de rompre avec l'isolement international que subit son régime. Il sait que seulement l'appui d'autres gouvernements lui permettra de résister à la formidable poussée de tout un peuple disposé à conquérir définitivement la liberté et la justice, pour lesquelles il se bat depuis des années. C'est pourquoi Lucas presse le gouvernement nord-américain à débloquent une aide militaire beaucoup plus importante que celle qui lui a été accordée il y a quelques mois (celle-ci consistait en: 100 jeeps et 50 camions avec des équipements spéciaux --militaires et de communications--, ainsi que des pièces de rechange pour des avions et des hélicoptères). Il espère, par là modifier le destin inéluctable de son régime, car cette lutte ne pourra se solder que par la victoire du peuple guatémaltèque.

Les guatémaltèques savent très bien que beaucoup d'entre eux ne verront pas la victoire, que la lutte sera longue et difficile, et que la répression et le génocide perpétrés par la dictature militaire ne vont, malheureusement, qu'augmenter le nombre des victimes. Mais, ils savent aussi qu'ils n'ont pas le choix, et que seule la participation de tout le peuple permettra l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE qui soit capable de finir avec l'exploitation, la discrimination, la misère et la répression.

C'est pourquoi, dans ce moment crucial le Collectif Guatemala appelle à la solidarité de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes, pour soutenir la lutte de ce peuple. Il nous faut organiser une vaste campagne d'information sur la situation au Guatemala. Il faut que la solidarité la plus large se manifeste envers cette lutte, pour aider les guatémaltèques à conquérir leur liberté.

Pour cela, nous mettons à la disposition de toutes les personnes, organisations, associations, collectivités, etc., un certain nombre de matériaux d'information, de soutien, etc. De même que nous sommes à leur disposition pour collaborer à l'organisation d'actions concrètes, donner des informations, sur le pays, etc.

Aujourd'hui, la projection et les répercussions de la révolution guatémaltèque sont une garantie pour le triomphe de la révolution salvadorienne et pour la consolidation de la jeune révolution nicaraguayenne.

SOLIDARITE AVEC L'AMERIQUE CENTRALE,
TERRITOIRE EN COMBAT!